

le meilleur juge et elle répondait en masse au cri de *Comandante en Jefe, ordene!* («Commandant en chef, ordonne-nous!») À l'évidence, l'heure a sonné pour le gouvernement révolutionnaire de faire davantage confiance à l'ensemble de la population et de décentraliser son autorité.

LES MÉDIAS OCCIDENTAUX DONNENT HABITUELLEMENT une image erronée de Cuba, en grande partie parce qu'ils ne comprennent pas l'éthique révolutionnaire qui l'imprègne en profondeur. Le peuple cubain est bien un peuple révolutionnaire : il fait rougir de honte le monde «développé» entier avec ses programmes d'aide civile et humanitaire extrêmement généreux offerts partout dans le tiers-monde. Par ailleurs, il a acquis un esprit de coopération et de partage des tâches quotidiennes. Tout aussi important peut-être, il sait parfaitement qu'aux États-Unis, les exilés cubains n'ont pas une vie si rose, avec le chômage, le racisme et des soins médicaux au prix exorbitant.

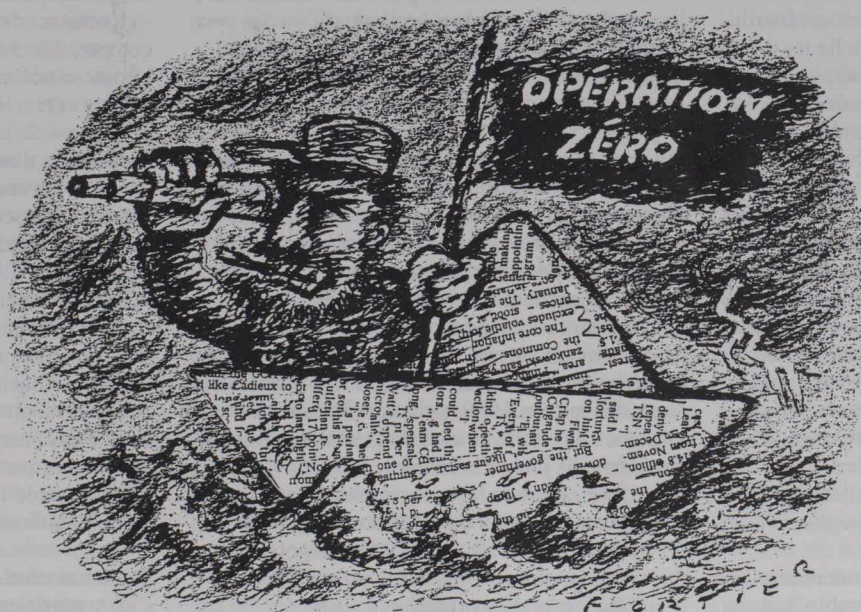
Parallèlement, il est angoissé de toujours devoir se serrer un peu plus la ceinture. De plus en plus de Cubains pensent aussi qu'il est temps pour eux d'avoir leur mot à dire dans l'orientation des politiques gouvernementales et d'avoir un plus grand accès à l'information. Le monde a changé irrémédiablement, affirment-ils, et pourtant, le gouvernement, Fidel Castro notamment, suivent les mêmes démarches de base qu'il y a trente ans. Le modèle économique ne peut manifestement fonctionner, le parti communiste est nettement incapable de trouver des solutions aux difficultés nationales et un changement politique important s'impose si Cuba veut se sortir de la tempête qui fait rage tout autour d'elle. Cependant, jusqu'ici, le gouvernement ne donne guère à penser qu'il entend opérer des changements importants.

UNE IDÉE NOVATRICE APPLIQUÉE PAR LA HAVANE montre combien Fidel Castro est au désespoir. Il s'agit d'une loi, la Loi 50, entrée en vigueur il y a dix ans mais qui n'est suivie avec une certaine détermination que depuis peu et qui vise à attirer les investissements étrangers. Les co-entreprises sont recherchées, car elles allient des capitaux et des ressources étrangères à des usines et à une main-d'oeuvre spécialisée locales. Généreuse dans ses dispositions, la Loi autorise le rapatriement de bénéficiaires en devises, le secteur d'activité devant passer un jour aux mains de Cubains.

En même temps que l'on sollicite les capitaux étrangers, la majeure partie des Cubains ont interdiction de développer leurs propres talents. Cette approche dans laquelle le capitalisme sert de catalyseur du développement socialiste fait évidemment figure d'hérésie du point de vue de

la théorie marxiste. Le fait que la population soit soumise à deux poids, deux mesures inquiète en outre beaucoup. En plus, les efforts incessants déployés par les autorités pour attirer des touristes étrangers, source de devises qui font cruellement défaut, continuent de frustrer les Cubains, que l'on tient de plus en plus à l'écart des meilleures plages, hôtels et restaurants, et qui sont exclus des «boutiques à dollars» où seuls les étrangers peuvent acheter.

Il est encore trop tôt pour dire ce qu'il adviendra. Une intervention militaire directe des États-Unis (comme à la Grenade ou au Panama) est improbable, tout comme un coup d'État intérieur. Cependant, la tension monte à la base avec les pressions économiques, ce qui peut enhardir des éléments extrémistes de la puissante communauté



Bob Fortner

cubaine des États-Unis. Le sentiment d'être assiégés à La Havane combiné au triomphalisme exacerbant des Cubains de Miami pourraient entraîner un durcissement de la répression actuelle contre les dissidents face à ce qui est ressenti comme une menace contre la sécurité nationale. Toutefois, il ne faudrait pas sous-estimer la popularité de Fidel Castro, continue en dépit des terribles difficultés économiques qui assaillent Cuba.

Le scénario le plus plausible est donc que le gouvernement gardera le même cap et que Fidel Castro essaiera de relancer une économie moribonde tout en agissant en catalyseur de l'unité révolutionnaire. Cela a déjà marché maintes fois, mais les nuages qui s'amoncellent à l'horizon n'ont jamais été si noirs. Dans sa stratégie, le gouvernement fera appel au sentiment national, alors que l'économie se désagrège implacablement. Entre-temps, il continue de préparer soigneusement la prochaine étape du plan officiel (baptisé du nom sinistre mais juste d'«Opération zéro»). Par le passé, les convictions et le charisme sans faille de Fidel Castro ont suffi à rallier les Cubains à la cause révolutionnaire, à les encourager à se serrer la ceinture en attendant des jours meilleurs. Cependant, ce système porte de moins en moins de fruits et, pour la

première fois en trente-trois ans, le charisme risque de ne pas être suffisant.

QUE CASTRO RÉUSSISSE OU PAS, IL EST ASSURÉMENT temps d'apporter toute une série de grands changements, tant dans la direction révolutionnaire que dans le modèle économique, et de ne pas se contenter du rafistolage qui a résulté du dernier congrès du Parti. Alors que la population cubaine souhaite manifestement conserver les acquis de la révolution, elle veut bénéficier des mêmes droits que les investisseurs étrangers, et elle veut avoir davantage la parole en matière politique. Plus important sans doute, elle cherche des signes prometteurs d'une stabilité économique qui lui garantirait de nouveau suffisamment de nourriture et de médicaments.

La crise actuelle à Cuba oblige les décideurs canadiens à évaluer différents scénarios. Il n'est pas impossible d'en imaginer un qui servirait les intérêts du Canada et conviendrait à sa politique traditionnelle à l'égard de Cuba, qui est de lui reconnaître le droit de décider de sa propre destinée. Une telle option supposerait une évolution de la démocratie électorale et l'introduction de mécanismes de marché suffisants pour permettre à Cuba de réintégrer la famille inter-américaine. Ce changement progressif se produirait dans le cadre de la révolution en s'appuyant sur ses fondations dans l'ère post-soviétique, sous une direction cubaine intérieure. Le Mexique, le Venezuela, la Colombie et le Brésil, voisins latino-américains les plus importants de Cuba, s'en féliciteraient.

Quant au Canada, ce scénario lui permettrait non seulement de garder mais d'augmenter le commerce, les investissements et la coopération scientifique et technologique, en profitant de son prestige auprès des Cubains, bien mérité après avoir maintenu des relations depuis la révolution de 1959.

SI LE CANADA A UN INTÉRÊT ÉVIDENT À L'INTÉGRATION graduelle, pacifique de Cuba dans le système inter-américain, il dispose de peu de moyens pour infléchir le cours des événements. Les divergences entre Ottawa et Washington sur la politique cubaine de cette dernière et les critiques intermittentes émises à l'encontre des actions américaines contre Cuba sont devenues le symbole de l'autonomie canadienne dans la politique étrangère inter-américaine. Malheureusement, ces différends politiques ont eu peu d'incidences sur Washington. Le retour de Cuba dans le giron des Amériques constituera donc un test formidable pour la politique extérieure du Canada, qui s'efforce de jouer un rôle actif et constructif auprès de ses partenaires latins dans le nouveau système inter-américain qui se dessine. □